



Projet ESPOIR-Djenné

Engagement Social pour la Paix, l'Ouverture, l>Inclusion et la Résilience

Note de Plaidoyer

Mobilisation pour le renforcement de l'implication des femmes, des jeunes et des personnes déplacées internes (PDI) dans les politiques locales de prévention et de cohésion sociale à Djenné.

Portée par le Réseau Communautaire de Prévention et de Plaidoyer de Djenné mise en place par WANEP-Mali dans le cadre du **Projet Espoir-Djenne Engagement Social pour la Paix, l'Ouverture, l>Inclusion et la Résilience à Djenné.**

Contexte et justification :

La commune urbaine de Djenné connaît depuis plusieurs années, des défis sécuritaires, sociaux économiques, des tensions communautaires et aux déplacements internes des populations. Ces dynamiques fragilisent la cohésion sociale, la paix et le vivre-ensemble à Djenné. Et interpellent l'engagement de tous les segments sociaux pour prévenir les conflits et renforcer la cohésion sociale.

Les tensions communautaires, les déplacements forcés de populations, ainsi que la marginalisation persistante de certaines catégories sociales notamment les femmes, les jeunes et les personnes déplacées internes (PDI) limitent la capacité collective à prévenir les conflits et à promouvoir un vivre-ensemble durable dans notre commune.

Malgré ce contexte exigeant, les autorités locales ont multiplié les efforts pour maintenir des espaces de dialogue, renforcer la concertation et structurer les initiatives de prévention.

Les **femmes, les jeunes et les personnes déplacées internes (PDI)** jouent un rôle essentiel dans la résilience communautaire. Leur présence dans les marchés, les familles, les lieux de socialisation et leur connaissance fine du quotidien font d'eux des acteurs clés pour prévenir les tensions, détecter les signaux précoces et promouvoir le vivre-ensemble. Cependant, leur participation dans les mécanismes formels de gouvernance sécuritaire reste encore progressive et parfois limitée par des contraintes sociales, pratiques ou organisationnelles.

L'inclusion significative de ces groupes permettrait de renforcer la légitimité et la pertinence des décisions locales, accroître la prévention communautaire par une meilleure circulation des informations d'une part. Mais d'autre part, elle permettra de favoriser l'adhésion collective aux initiatives de paix ; de réduire les facteurs de marginalisation et de vulnérabilité et de renforcer la résilience socio-économique des ménages et des communautés.

Dans le cadre du projet **ESPOIR-Djenné**, financé par le **Gouvernement du Canada à travers le FCIL**, une dynamique de mobilisation, d'écoute et d'engagement s'est créée entre WANEP-Mali, les communautés et les autorités locales à travers le réseau de plaidoyer lancé à Djenné en octobre 2025. Cette note vise à accompagner cette dynamique dans une logique de **co-construction, de gradualité et de réalisme**, afin de renforcer durablement l'inclusion et la prévention communautaire.

Objectif général du plaidoyer :

Promouvoir une intégration **progressive, réaliste et structurelle** des femmes, des jeunes et des PDI dans les dispositifs locaux de prévention, de dialogue et de cohésion sociale à Djenné.

3. Constats partagés et points d'amélioration

Les réflexions collectives ont permis d'identifier plusieurs **avancées importantes** ainsi que des **axes d'amélioration**.

Avancées observées :

- ✓ Les autorités locales démontrent une **disponibilité remarquable** et une réelle volonté de renforcer la cohésion sociale.
- ✓ Plusieurs espaces de concertation existent déjà et fonctionnent : cadres coutumiers, services techniques, comité de veille, instances municipales, mécanismes communautaires, CCS et COFO.
- ✓ Les leaders religieux, les autorités coutumières et traditionnelles, les médias jouent un rôle capital dans la consolidation de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble.
- ✓ Les femmes, les jeunes et les PDI montrent une **motivation croissante** et souhaitent contribuer davantage à la prévention des tensions.
- ✓ Les initiatives locales menées ces dernières années constituent une base solide pour progresser vers une gouvernance plus inclusive.

Points d'amélioration:

- ✓ La participation formelle des femmes, des jeunes et des PDI dans les dispositifs de gouvernance sécuritaire demeure encore limitée.
- ✓ Les mécanismes existants gagneraient à être **davantage ouverts**, structurés et réguliers pour intégrer pleinement la diversité des acteurs locaux.
- ✓ Certaines contraintes sociales ou pratiques freinent l'implication active de ces groupes.
- ✓ La coordination entre services techniques, leaders communautaires et OSC pourrait être renforcée pour optimiser l'impact.

Ces constats, partagés de manière constructive avec les autorités, montrent que les conditions sont réunies pour avancer ensemble dans un esprit de **collaboration et de complémentarité**.

Recommandations clés :

A. Participation institutionnelle

- ✓ Intégrer de façon progressive **des représentants des femmes, des jeunes et des PDI** au sein d'au moins un dispositif existant (*CCS, COFO, cadre de dialogue communal, cadre de concertation sectorielle*) ;
- ✓ Organiser, avec l'appui des partenaires comme WANEP, de **courts modules** de renforcement des capacités en leadership féminin et jeunes, participation citoyenne et communication.

B. Dialogue et cohésion sociale

- ✓ Tenir **des rencontres semestrielles** de dialogue multi-acteurs pour analyser les signaux précoce, désamorcer les tensions et renforcer la confiance.
- ✓ Intensifier les actions de sensibilisation sur la cohésion sociale, adaptées aux réalités locales (*radios, rencontres de quartier, groupements féminins, cercles de jeunes*).

C. Inclusion des PDI et renforcement du lien social

- ✓ Faciliter l'accès des PDI aux services essentiels à travers un **accompagnement administratif allégé** (*orientation vers les services techniques et mairie*).
- ✓ Encourager la participation des PDI aux actions communautaires existantes.

D. Autonomisation et initiatives locales

- ✓ Identifier **trois initiatives communautaires** portées par des femmes, des jeunes ou des PDI pouvant être accompagnées par la commune, les OSC ou les partenaires.
- ✓ Intégrer la dimension inclusion et cohésion sociale dans le **prochain PDSEC**, avec un appui technique et financier.

E. Suivi et transparence

- ✓ Mettre en place un **mini-mécanisme de suivi participatif**, incluant un représentant des femmes, des jeunes et des PDI.
- ✓ Pérenniser une séance annuelle d'information publique sur les priorités et actions de la commune.

Monsieur le Maire de Djenné, les axes d'amélioration identifiés ne constituent pas des obstacles, mais des **opportunités de consolidation** des efforts déjà engagés. La démarche proposée s'appuie sur des actions réalistes, progressives et adaptées aux capacités locales, dans un esprit de respect mutuel et de collaboration.

Notre démarche est fondée sur une volonté collective d'améliorer la participation citoyenne et de renforcer la cohésion sociale

Nous vous remercions pour ce moment accordé en nous malgré votre agenda chargé. Nous osons croire, M. le préfet que notre message plaidoyer retiendra toute votre attention et celui de vos collaborateurs tout en comptant sur la prise en charge de nos recommandations phares.

Nous terminons notre sur cette assertion : « **Renforcer l'inclusion aujourd'hui, c'est consolider la paix pour demain à Djenné et dans notre pays, le MALI !** »

Le Réseau communautaire de Prévention et de Plaidoyer avec l'appui des partenaires comme WANEP-Mali restent engagé à accompagner ce processus, avec l'ambition commune de construire une gouvernance plus inclusive, plus participative et plus résiliente.

Très Cordialement !

Fait à Djenné, le 03 /12/2025

Pour le Réseau de Plaidoyer
La Coordinatrice
Madame Adja Aminata NIENAO